

MOB – MZ09.2400 - KM 10.942
Tunnel des Avants - Mise au gabarit

Appel d'offres pour prestations d'ingénieur civil

2 - Projet de contrat

11.06.2019

Contrat pour prestations de planification et direction de travaux

Entre

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA

Rue de la Gare 22
Case postale 1426
1820 Montreux

Représentée par :

Patrick Vianin, Responsable Infrastructure

Yves Pittet, Responsable Infrastructure-Projets

en tant que mandant (ci-après le mandant ou maître de l'ouvrage MO),

Et

..... (Bureau d'ingénieurs civils)

.....

.....

Représenté par :

.....

.....

en tant que mandataire principal (ci-après le mandataire)

1. OBJET DU CONTRAT

Le maître de l'ouvrage confie au mandataire l'ensemble des prestations de direction générale du projet, d'ingénieur civil, de géotechnique et de direction des travaux pour l'optimisation du projet, l'appel d'offres (phase SIA 41) et la réalisation des travaux (phases SIA 51 à 53) de l'assainissement du tunnel des Avants sur la ligne de chemin de fer Montreux Oberland Bernois SA.

2. DOCUMENTS DU CONTRAT ET ORDRE

Le contrat se compose des documents suivants :

1. Le présent contrat et ses 2 annexes (l'attestation de la police d'assurance RC du mandataire et la déclaration du respect des conditions de travail)
2. Les résultats de la mise au net de l'offre du
3. Le cahier des charges du 11.06.2019 et ses annexes
4. L'offre du mandataire du
5. Les instructions et conditions de l'appel d'offres du 11.06.2019 et les réponses aux questions du
6. Le règlement SIA 103 (édition 2014), les normes et règlements ferroviaires et les normes techniques SIA et VSS applicables.

Les conditions juridiques et commerciales du mandataire ne sont applicables que dans la mesure où cela est expressément mentionné dans le présent contrat. Les renvois aux conditions contractuelles ou commerciales du mandataire figurant dans son offre, dans les annexes à l'offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

En cas de divergences entre les documents du contrat, l'ordre de priorité précité fait foi. En cas de divergences dans les documents réunis dans un des documents du contrat énumérés ci-dessus, le document plus récent prime sur le document plus ancien.

3. PRESTATIONS

Les prestations sont divisées en 2 parties et regroupent des phases partielles du règlement SIA 103. La première partie comprend une amélioration et une mise à niveau du projet dans le cadre du projet autorisé et la phase d'appel d'offres. La deuxième partie concerne les prestations pour la réalisation des travaux.

Des informations sur le projet et le détail des prestations sont données dans le cahier des charges.

3.1. Partie 1 : Optimisation du projet et appel d'offres

Elle comprend :

- Optimisation et amélioration du projet suite à l'entrée en force de la DAP
- 41 Appel d'offres, comparaisons des offres, propositions d'adjudications.

3.2. Partie 2 : réalisation

Cette partie comprend les phases partielles SIA :

- 51 Projet d'exécution
- 52 Exécution de l'ouvrage
- 53 Mise en service, achèvement.

4. ORGANISATION

4.1. Maître de l'ouvrage

La personne de contact au sein de la Compagnie du chemin de fer Montreux Oberland bernois pour l'exécution du mandat est Monsieur Benoît Calcoen, chef de projets Infrastructure.

4.2. Mandataire

Le mandataire est un bureau d'ingénieurs civils et intervient en tant que directeur du projet, ingénieur civil et géotechnicien. Il assume notamment les tâches de direction générale du projet et des travaux au sens du règlement SIA 103 et devra coordonner les services ferroviaires internes et les divers spécialistes qui seront mandatés par le maître d'ouvrage pour l'exécution de travaux.

Si le mandataire ne peut offrir tout ou partie des prestations avec son propre bureau, il a recours aux services des divers spécialistes (ou bureaux) ou d'un autre ingénieur civil (ou bureau) en tant que sous-traitants.

La personne de contact du mandataire est :

M.....

son remplaçant est :

M.....

Le mandataire dirige les divers intervenants qui font partie de son organisation et est l'interlocuteur du mandataire vis-à-vis du représentant du maître de l'ouvrage. Il est responsable de l'exécution dans les règles de l'art des prestations de ses sous-traitants.

5. REMUNERATION ET CONDITIONS FINANCIERES

5.1. Montants de l'adjudication

Honoraires pour la partie 1 (prix plafond)	CHF	
Honoraires pour la partie 2 (prix plafond)	CHF	
Total des honoraires bruts pour l'ensemble des prestations	CHF	
./. Rabais%	CHF	
Montant net de l'adjudication, hors TVA	CHF	
TVA au taux de 7.7 %	CHF	
Montant net de l'adjudication, TVA incluse	CHF	
Frais accessoires non inclus dans les honoraires (montant estimé, décompte définitif sur la base de pièces justificatives)	CHF	

5.2. Mode de rémunération

5.2.1. Prestations des parties 1 et 2

Les parties 1 et 2 seront rémunérées selon les tarifs horaires proposés dans l'offre et en fonction des décomptes d'heures annexés aux factures.

Les montants des honoraires prévus pour chaque partie doivent être considérés comme des montants plafonds, ne pouvant être dépassés sans une modification du mandat (voir chapitre 7.4 prestations supplémentaires). Tout dépassement des honoraires de chacune des parties sera intégralement à charge du soumissionnaire.

5.2.2. Prestations supplémentaires

Les éventuelles prestations supplémentaires seront rémunérées au tarif temps en fonction des taux proposés dans l'offre et feront l'objet d'un décompte séparé hors des montants plafonds fixés.

5.3. Frais accessoires courants

Tous les frais accessoires courants, tels que les frais de reproduction de documents de travail ou d'archivage (correspondance, procès-verbaux de réunion, rapports, analyses, plans, photos), de déplacement ou repas, de bureau, de taxes ou primes directement liés à l'exécution du mandat, etc. sont compris dans les honoraires.

Aucune indemnisation ne sera octroyée au mandataire pour le recours à l'informatique ou à ses équipements.

5.4. Autres frais accessoires

Les autres frais correspondant à des dépenses, telles que des fournitures particulières, constitution de dossier ou de copies en grandes séries exécutées à la demande du mandant seront rémunérés selon leur coût effectif sur présentation des justificatifs.

Ils feront l'objet d'une facturation distincte des honoraires.

5.5. Travaux de nuit, dimanches et jours fériés

Le mandataire aura droit aux indemnisations pour travaux de nuit, dimanches et jours fériés (majoration du temps de travail) selon le ou les facteurs indiqués dans son offre lors de l'exécution de la phase partielle SIA 52.

5.6. Adaptation des prix

Il n'y aura pas d'adaptation des honoraires au renchérissement pour toute la durée du contrat, sauf en cas d'interruption du mandat pour plus de 6 mois. Dans ce cas les tarifs horaires et le plafond pour la part des prestations concernées seront adaptés selon l'indice suisse des prix à la consommation.

5.7. Factures

Les factures du mandataire doivent être envoyées à l'adresse du mandant pour paiement. Elles doivent se référer à l'objet du contrat de planification, comporter les indications nécessaires pour la TVA ainsi qu'une description vérifiable des prestations.

Les factures doivent être adressées au nom de :

Compagnie du Chemin de fer Montreux Oberland bernois SA
Infrastructure
Case postale 1426
1820 Montreux 1

Le bordereau d'envoi des factures est à envoyer à la même adresse, destinataire Benoît Calcoen, avec les références complètes du dossier :

MOB – MZ09.2400 – Tunnel des Avants – Honoraires du mandataire principal
V/Réf : I-P / BEC

Les factures d'honoraires doivent être munies, en annexe, du détail des honoraires. Elles contiendront le détail des heures réalisées par phase SIA et par sous-tâche, ainsi que par catégorie de qualification. Chaque facture (situation) présentera systématiquement (HT) :

1. Les honoraires commandés, ainsi que les éventuels avenants ;
2. L'état des honoraires facturés ainsi que les acomptes demandés ;
3. Une prévision actualisée du montant total des honoraires pour la fin du dossier.

Toutes les factures doivent impérativement être contrôlées et visées par le chef de projet.

En tout temps, le mandataire doit être en mesure de fournir au Maître d'ouvrage l'état réel d'avancement des honoraires et le solde nécessaire à la bonne exécution du mandat.

Si les factures ne satisfont pas aux exigences, elles seront renvoyées pour rectification et leur délai d'échéance reporté d'autant.

5.8. Conditions de paiement

Le mandant honore les montants échus dans un délai de 60 jours.

L'échéance des factures et des demandes d'acompte court dès leur réception à l'adresse indiquée (sous réserve d'objection de la part du mandant et du délai de vérification pour le décompte final).

Le délai de vérification de la facture finale est de 30 jours. Il s'ajoute au délai d'échéance de la facture.

5.9. Escompte

Le mandant est en droit de déduire un escompte de ...% sur chaque facture exigible honorée par lui dans le délai de 30 jours. L'escompte s'applique également aux prestations supplémentaires.

5.10. Lieu de paiement

Le mandataire indique un numéro de compte bancaire ou postal établi à son nom, sur lequel le mandant peut effectuer ses paiements avec effet libératoire.

Banque et numéro de compte IBAN :

6. TERMES ET DELAIS

6.1. Délai du projet

Les principaux délais du projet sont les suivants :

- | | |
|---|--------------------------|
| 1. Démarrage du mandat, optimisation en vue des travaux | 1er octobre 2019 |
| 2. Démarrage établissement dossier d'appel d'offres | 1er janvier 2020 |
| 3. Publication de l'appel d'offres, | Fin mai 2020 |
| 4. Adjudication des travaux | octobre 2020 |
| 5. Début des travaux | mars 2021 |
| 6. Interruption du trafic | mi-mars – fin avril 2023 |
| 7. Fin des travaux | fin 2023 |

Le début des travaux est notamment conditionné par un possible recours lors de la procédure d'adjudication des travaux, des impératifs du MO et par les conditions climatiques. Le calendrier des travaux sera précisé par des études qui font l'objet du présent contrat et sera mis au point d'entente avec le maître d'ouvrage.

6.2. Délai pour la remise de la documentation finale

Le mandataire transmet l'intégralité de la documentation finale dans les 60 jours suivant la réception finale des prestations des entreprises.

6.3. Terme de la validité du contrat

Le contrat prend fin à la réception des derniers travaux de remédiation des défauts après réception de l'ouvrage.

7. CONDITIONS PARTICULIERES

7.1. Langue officielle

La langue du projet est le français, tous les documents doivent donc être rédigés en français.

7.2. Déclenchement par parties

L'exécution des prestations sera déclenchée par parties par avis écrit de la part du mandant. La conclusion du contrat déclenchera l'exécution de la partie 1.

7.3. Subordination

L'exécution des prestations est subordonnée à l'octroi de toutes les autorisations nécessaires au projet et de l'approbation des crédits par les organes compétents du maître d'ouvrage.

7.4. Prestations supplémentaires

L'exécution de prestations supplémentaires à celles définies dans le contrat doit faire l'objet d'une estimation préalable du temps nécessaire et de son coût par le mandataire et être confirmée par écrit par le mandant sous forme d'un avenant au présent contrat avant le début de l'exécution de la prestation.

Le mandant se réserve le droit de n'adjuger aucune prestation supplémentaire ou de refuser le paiement des prestations supplémentaires qui auraient débutées avant l'acceptation d'un avenant au contrat.

7.5. Cession des obligations

L'adjudicataire ne peut céder, sans accord préalable du mandant, en totalité ou en partie à des tiers les obligations qu'il doit exécuter conformément au contrat.

7.6. Interruption du projet

En cas d'interruption du projet en cours de phase, seules seront indemnisées les prestations déjà effectuées. Ces dernières seront facturées selon le tarif temps de l'offre, qui ne sera en aucun cas supérieur au montant de la phase correspondant à l'offre.

Lorsqu'après une interruption imputable au mandant, la reprise des études ou des travaux nécessite un remaniement des documents existants, les parties conviendront, avant exécution, d'une éventuelle rémunération supplémentaire.

Aucune rémunération ne sera due de la part du mandant si le retard ou l'interruption résulte des contraintes budgétaires ou administratives liées au projet.

7.7. Suppression de prestations

Le mandant se réserve le droit de ne pas faire exécuter certaines prestations et ceci sans conséquences financières pour lui.

7.8. Résiliation anticipée

Le mandant peut, à tout moment, par notification adressée au mandataire, résilier immédiatement tout ou une partie du contrat sans justification. Le mandant dédommagera alors entièrement le mandataire pour les frais engagés jusqu'à la date de résiliation.

7.9. Résiliation pour violation du contrat

Le maître d'ouvrage peut résilier, sans préjudice pour d'autres droits et prétentions, tout ou partie du marché si l'adjudicataire viole ses obligations contractuelles.

Le contrat peut notamment être dénoncé pour violation si :

1. L'attestation de la police RC du mandataire n'est pas remise au maître de l'ouvrage dans le délai imposé ou que la couverture d'assurance RC devait être diminuée en cours de validité de ce contrat.
2. Les attestations et preuves qui peuvent être exigées selon l'annexe 1 n'étaient pas remises.
3. Les modalités concernant une modification de l'organisation interne du mandataire n'étaient pas respectées du fait du mandataire.
4. Des erreurs ou des manquements graves du fait du mandataire mettant les intérêts du maître de l'ouvrage en péril venaient à être constatés comme et entre autres la tolérance répétée de défaillances de la part des entreprises dont il dirige les travaux.

Les honoraires et débours dus au mandataire au moment de l'annonce de la résiliation seront réglés après déduction éventuelle d'une amende forfaitaire pouvant atteindre le 20% des prestations contractées.

En cas de résiliation partielle du contrat, le maître d'ouvrage peut faire appel à sa guise à de nouveaux mandataires pour exécuter la partie du marché retirée.

7.10. Résiliation pour insolvabilité

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, résilier le contrat par simple notification à l'adjudicataire, si celui-ci est en faillite ou devient insolvable. La résiliation se fera sans indemnisation à l'égard du mandataire sous réserve, toutefois, du droit du maître d'ouvrage à des dommages et intérêts.

7.11. Modification de l'organisation interne du mandataire

Le mandataire n'est pas autorisé à modifier la composition des personnes-clés de son équipe (ingénieurs, architecte, directeur de travaux), à modifier un sous-traitant ou à lui retirer l'exécution de prestations sans le consentement écrit du maître de l'ouvrage.

En cas de modification de l'organisation interne du mandataire, demandée par lui ou par le mandant, le mandataire proposera un choix de candidats de qualification comparable au collaborateur ou au sous-traitant concerné. Si aucun candidat ne lui convient, le maître de l'ouvrage pourra demander au mandataire de lui présenter d'autres candidatures.

Le cas échéant, le consentement devra être demandé suffisamment tôt pour permettre au mandant de se déterminer dans un délai de réflexion raisonnable.

7.12. Défaillance du mandataire ou d'un sous-traitant

Au cas où un collaborateur du mandataire ou un de ses sous-traitants devait montrer des défaillances d'ordre professionnel ou autre mettant en question la bonne exécution des prestations, le maître de l'ouvrage annoncera au mandataire les difficultés rencontrées en lui demandant de faire corriger la situation.

En cas d'absence d'amélioration ou de récidive de la part du collaborateur ou du sous-traitant, le maître de l'ouvrage pourra alors demander au mandataire de le retirer du projet et de proposer des remplaçants.

En cas de défaillance d'un collaborateur du mandataire ou d'un sous-traitant mettant en péril l'avancement du projet, le maître de l'ouvrage peut lui demander de renforcer son équipe soit par l'engagement de collaborateurs supplémentaires soit en faisant appel à un sous-traitant.

7.13. Droit d'utilisation

Le mandant est en droit d'utiliser les résultats des travaux du mandataire aux fins prévues par le contrat. Il est autorisé à traiter ou modifier tout ou partie du projet lui-même ou par l'intermédiaire de tiers.

La publication de documents relatifs à l'ouvrage par le mandataire n'est autorisée qu'avec l'accord du mandant.

7.14. Remise de documents

Le mandataire remettra au maître de l'ouvrage et sans frais pour ce dernier, outre les documents intermédiaires qu'il pourrait demander, le dossier complet des plans et documents du projet sous forme de fichiers entièrement pdf et de fichiers modifiables (plans au format DWG/DXF, documents Word, Excel, Project, etc).

7.15. Précisions par rapport aux conditions générales du règlement SIA 103 (mise en garde et responsabilité du mandataire)

La mise en garde prévue à l'article 1.2.61 des conditions générales du règlement SIA 103 ne sera réputée valable que si elle a été faite en la forme écrite.

7.16. Assurances

Le mandataire possède ou s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle à concurrence, par sinistre, d'au moins CHF 10'000'000.- pour les dommages corporels et matériels ainsi que les dommages économiques en résultant.

Une attestation de la police RC du mandataire est à remettre au maître de l'ouvrage dans un délai de trente jours dès la signature du contrat.

7.17. Sécurité

Les prescriptions de sécurité du chemin de fer doivent impérativement être appliquées par le mandataire. Ce dernier s'engage à :

1. Respecter les Documents Sécurité du MOB : Déclaration de l'entrepreneur - Travaux sur et aux abords des voies et ses annexes ;
2. Respecter les consignes de sécurité émises par le personnel du MOB ou agissant au nom du MOB.

Le mandataire déclare avoir connaissance des dangers résultant de la circulation des trains et des installations électriques à haute et basse tension lors des travaux exécutés sur la voie et ses abords. Il confirme que les dispositions de la RTE 20100 ainsi que les dispositions d'exécution du MOB y relatives lui sont connues. Le formulaire Déclaration de l'entrepreneur - Travaux sur et aux abords des voies doit être signé et remis au MOB avant toute intervention sur le terrain par le mandataire.

8. DROIT APPLICABLE ET FOR

Le présent contrat est un contrat de mandat au sens des art. 394 et suivants du Code des Obligations.

En cas de litige qui ne pourrait être réglé à l'amiable, les tribunaux ordinaires sont compétents. Le for est à Montreux.

9. SIGNATURES

Le présent contrat est établi en deux exemplaires originaux.

Pour le Mandataire :

Pour le maître d'ouvrage
La Compagnie du Chemin de fer
Montreux Oberland bernois SA :

Lieu et date :

Lieu et date :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Annexes :

- 1) Engagement sur l'honneur
- 2) Attestation d'assurance en responsabilité civile